

INTERNATIONAL - BRÉSIL

« Pour nous, la langue est une arme. C'est notre arc, nos flèches ! » : au Brésil, sauver des dizaines d'idiomes avant qu'ils ne disparaissent »

Par Bruno Meyerfeld (Ka'Aguy Hovy Pora, envoyé spécial), Le Monde, 14 avril 2025.

La préservation des langues ancestrales figure au cœur de la lutte indigène dans ce pays de 213 millions d'habitants, où l'immense majorité d'entre elles a disparu après l'arrivée des colons portugais.

« Nda'evei celular jaiporu nhanhembo'ea py. » Inscrite en lettres capitales sur un panneau rouge et blanc, la consigne est bien visible, accompagnée du dessin d'un smartphone et du symbole « interdit ». Le message est clair : dans cette école en préfabriqué, située dans la zone rurale de Marica, à 30 kilomètres à l'est de Rio de Janeiro, les téléphones portables sont prohibés. Curieusement, aucune traduction en portugais n'est disponible. Il en va ainsi à Ka'Aguy Hovy Pora, le village de « la jolie forêt verte » en guarani : les 250 habitants ne s'expriment que dans cette langue indigène.

« Dans ma tête, tout est en guarani... Même dans mes rêves ! », confirme Julia, une adolescente de 17 ans aux cheveux noir de jais, qui nous salue d'un « Javy ju ! » (« bonjour ») avant de fredonner le « Nhande Kaaguyre », jolie chanson polyphonique sur la création du monde. Comme les autres enfants des environs, Julia a étudié dans l'école bilingue portugais-guarani du village, où les élèves sont accueillis de la maternelle à la fin du primaire. « Ils sont alphabétisés en guarani, ils étudient les maths ou la géo en guarani ! », résume Amarildo Vera Yapua, 34 ans, l'un des six dirigeants de la petite communauté. Et si certains mots ne sont pas évidents, comme « yy » pour « l'eau », à prononcer comme un i très fermé, presque un ü, « ça apprend très vite ! », poursuit-il.

Vecteur de culture, de mémoire et de spiritualité, les langues ancestrales sont, avec la défense de la terre et de l'environnement, au cœur de la lutte indigène au Brésil. « Pour nous, la langue est une arme. C'est notre arc, nos flèches ! », insiste Amarildo Vera Yapua. Le thème est omniprésent au Campement Terre libre, le plus grand rassemblement autochtone du Brésil, organisé du 7 au 11 avril à Brasília, en présence de 8 000 indigènes venus de tout le pays, selon les organisateurs.

Les derniers locuteurs s'éteignent

Dans les travées ont résonné une bonne partie des 150 à 180 langues indigènes du Brésil, ce pays polyglotte qui s'ignore. Des poids lourds, tels les idiomes ticuna, guarani, kaingang, comptant des dizaines de milliers de locuteurs, mais aussi l'étonnante langue sifflée des chasseurs ikolen, la langue des signes ka'apor du Maranhao (Nordeste), ou encore le piraha, parlé par une poignée d'individus dans le sud de l'Amazonie.

Avec ses 213 millions d'habitants en 2024, le Brésil a beau rester l'un des dix pays les plus riches de la planète en matière de langues, celles-ci disparaissent aussi vite que certains secteurs de la forêt tropicale : entre un tiers et la moitié d'entre elles sont menacées d'extinction, à mesure que s'éteignent les derniers locuteurs. Certaines meurent même avant d'avoir été documentées. Ainsi, en 2022, l'Indien Tanaru, un homme resté isolé durant des décennies sur une portion de jungle préservée, à proximité de la frontière bolivienne, est décédé sans que son idiome ait été étudié.

Difficile de lutter contre pareille hécatombe, amorcée il y a bien longtemps. Selon l'anthropologue brésilien José Ribamar Bessa Freire, spécialiste des langues indigènes, un « glotocide », soit l'« action délibérée de faire disparaître une ou plusieurs langues », est à l'œuvre depuis cinq siècles au Brésil, où de 80 % à 90 % des 1 500 idiomes pratiqués avant l'arrivée des colons portugais ont disparu. « Une véritable campagne d'extermination », insiste-t-il.

Karaoké indigène

En 1758, le marquis de Pombal, secrétaire d'État aux affaires intérieures du royaume de Portugal, autrement dit chef de gouvernement, impose le portugais comme seule langue de l'administration, de l'éducation et de la vie publique dans la colonie. Le tupi, sabir indigène utilisé par les missionnaires jésuites dans leur catéchèse, est interdit. L'alphabétisation des « Indiens » se fera désormais dans la langue des Lusiades, de Luis de Camoes. Il en ira ainsi pendant plus de deux siècles, jusqu'à la Constitution brésilienne de 1988, adoptée au sortir de la dictature militaire.

Le texte reconnaît pleinement les langues indigènes et accorde aux peuples concernés le droit d'être alphabétisés dans leur parler maternel à travers des « méthodes propres d'apprentissage ». Une orientation volontairement vague. « Le système est souple : chaque peuple peut inventer le format d'instruction qui lui correspond, même s'il a fallu accepter la fin exclusive de l'oralité chez les langues indigènes », précise José Ribamar Bessa Freire. En 2023, le Brésil comptait plus de 3 600 écoles indigènes accueillant 302 000 enfants.

Les initiatives publiques ou privées se sont multipliées pour sauver, promouvoir et faire prospérer les parlers originels. Une dizaine de villes ont adopté un ou plusieurs idiomes indigènes comme langues co-officielles au côté du portugais. Plusieurs Etats du pays leur ont emboîté le pas, dont l'Amazonas, vaste comme trois fois la France, qui a donné ce statut à 16 langues autochtones.

Plus original : un « karaoké indigène » a été organisé, en 2023, par le Musée de la langue portugaise de Sao Paulo. La ville d'Oiapoque, à la frontière avec la Guyane française, a, pour sa part, vu naître le Théâtre Maiuhi, avec des pièces en langues natives. A Labrea, au cœur de l'Amazonie, se tient chaque année un « championnat paumari », une langue de la famille arawa. « Douze villages se présentent face à un jury et racontent une histoire mise en scène avec des danses, chants et peintures corporelles », explique Edilson Rosario, 42 ans, enseignant dans la région et fondateur de l'événement.

Dictionnaires participatifs

Certains militent désormais pour la création d'une académie du nheengatu, langue parlée par 8 000 personnes dans toute l'Amazonie. « On doit lutter pour elle avec les mêmes armes que les Blancs ! », estime l'écrivain Yaguarê Yama, 51 ans, joint par téléphone, de son village situé à vingt heures de bateau de Manaus. A l'entendre, le nheengatu, mélange « créolisé » de tupi ancien et de portugais, est « une langue vivante, moderne, qui a un bel avenir ».

Groupes de discussion WhatsApp, cours sur application, intelligence artificielle, claviers de smartphones adaptés aux langues indigènes... Nombre de projets s'appuient sur les nouvelles technologies. Ainsi, la plateforme numérique Japiim – du nom d'un oiseau capable d'imiter par son chant de nombreuses espèces d'animaux, parmi lesquelles le singe-écureuil – rassemble 21 dictionnaires bilingues, dont le moré-kuyubim, une langue rare et menacée d'extinction.

« Ces dictionnaires participatifs sont construits par et pour les indigènes, indique Helder Perri, responsable du projet Japiim, qui revendique 19 753 entrées. N'importe qui peut proposer à notre équipe un nouveau dictionnaire ou de nouvelles entrées. L'idée est de créer un modèle facile à reproduire. » L'initiative est soutenue par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, qui a proclamé la décennie 2022-2032 comme étant celle des langues autochtones. Japiim bénéficie aussi du soutien de la Fondation nationale pour les peuples indigènes, chargée de protéger et promouvoir les droits indigènes du Brésil.

Sitôt de retour aux affaires en 2023, le président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva a érigé la défense des langues autochtones en priorité nationale. Depuis, il a ordonné l'augmentation du budget alloué aux écoles indigènes et encouragé des travaux de traduction des principales législations du pays, telle la Constitution, adaptée en nheengatu en 2023. « Un gros défi ! Beaucoup de concepts des “Blancs” n'existent pas dans notre culture », souligne Edson Baré, l'un de ses traducteurs. Pour le « président », il a ainsi fallu utiliser le mot Tuxawa (« grand leader »). Pas

question de s'arrêter là, rapporte-t-il : « Il faut désormais traduire le droit foncier, social, pour permettre l'accès des indigènes à la pleine citoyenneté. »

Les moyens manquent

En 2024, le ministère de l'éducation a créé une commission nationale chargée de favoriser la production de matériel didactique et littéraire à destination des peuples autochtones. « Le temps où il était honteux de parler une langue originelle en public est révolu. Désormais, les enfants vont pouvoir vivre dans un environnement bilingue », proclame Altaci Kokama, 48 ans, à la tête du département consacré aux langues et mémoires au nouveau ministère des peuples indigènes.

Cette vitalité, si réelle soit-elle, est confrontée à des obstacles très concrets, à commencer par la contrainte financière. Sur le terrain, les moyens manquent toutefois pour les professeurs indigènes. « Nous en sommes réduits à utiliser des livrets pédagogiques écrits par les missionnaires catholiques, s'indigne Edilson Rosario, professeur de paumari. Les livres transmis par les autorités sont plus ludiques, plus agréables, mais ils sont distribués en petites quantités. Au mieux, on en a un par prof. »

Les parlers indigènes restent très marginaux dans l'enseignement supérieur. Ainsi, la puissante université de Sao Paulo – 97 000 étudiants, 5 000 professeurs – n'offre-t-elle qu'un cours de guarani optionnel et limité à... 50 places. « Nous faisons face à beaucoup de préjugés. De nombreux étudiants préfèrent toujours apprendre un idiome étranger plutôt qu'une langue qui existe au Brésil depuis toujours », regrette Leandro Karai Mirim Gonçalves, 30 ans, superviseur de la formation.

Claire hiérarchie linguistique

Dans les villages, la bataille est tout aussi ardue. Docteure en linguistique à l'université fédérale de l'Amapa, Elissandra Barros da Silva étudie depuis quinze ans les dynamiques du parikwaki, une langue de la famille aruak, parlée par quelques centaines de membres du peuple palikur, à la frontière entre le Brésil et la Guyane française. « Sa transmission demeure forte dans les familles, mais, même ainsi, il reste très menacé », témoigne-t-elle.

Dans les villes de la région, il existe, selon elle, une « claire hiérarchie linguistique ». « Au restaurant, dans les banques ou à la mairie, impossible de trouver une personne parlant autre chose que le portugais. » Biberonnés à la musique et aux telenovelas brésiliennes, les enfants palikur subissent brimades et moqueries lorsqu'ils osent s'exprimer en parikwaki à l'école. « Dans les faits, les langues indigènes sont exclues de l'espace public et demeurent cantonnées à la sphère privée, alerte Elissandra Barros da Silva. C'est un prélude à l'extinction. »

Comme beaucoup, la chercheuse redoute le retour au pouvoir d'une extrême droite inspirée par l'exemple de Donald Trump, auteur, le 1er mars, d'un décret proclamant l'anglais comme seule langue officielle des Etats-Unis. Au Brésil, une telle mesure aurait de graves conséquences sur la culture indigène, mais aussi sur la diffusion de fake news. Les médias en langues originelles jouent encore un rôle central dans la vie des peuplades isolées et « ont été très importants pendant le Covid-19 pour combattre les rumeurs circulant sur les réseaux sociaux et encourager la vaccination », raconte Juliana Baré, productrice à la radio Wayuri de Sao Gabriel da Cachoeira – la plus grande ville indigène du Brésil, aux confins de l'Amazonie occidentale –, connue pour émettre des émissions en tucano, baniwa, nheengatu et yanomami.

A 3 500 kilomètres plus au sud, les habitants du village de « la jolie forêt verte » voient malgré tout l'avenir avec optimisme. La communauté espère inaugurer un collège-lycée bilingue en 2026. Certains rêvent de voir le guarani consacré comme deuxième langue nationale officielle. Quoi de plus naturel dans un pays par essence polyphonique ? Le linguiste José Ribamar Bessa Freire le rappelle avec malice : « Dans le grand dictionnaire Houaiss, référence pour la langue portugaise du Brésil, 45 000 des 228 000 entrées sont indigènes, soit un mot sur cinq ! »